

*Système métrique*

● (2130)

**Une voix:** Nous sommes même allés chez vous.

**M. Hnatyshyn:** Oui, ils sont même venus chez-moi. En fait, j'ai perdu un couteau en argent. Il n'a coûté que \$50, mais je n'ose supposer que c'est un libéral qui l'a pris. Je me sens tellement généreux ce soir.

Pour revenir aux choses sérieuses, monsieur l'Orateur, le ministre sait que le mécanisme de consultation avec les agriculteurs de l'Ouest ne sera pas mis en place instantanément. Pourquoi fait-il perdre le temps du Parlement en proposant ce bill avant de pouvoir nous dire catégoriquement comment il modifiera la loi et les règlements pour accommoder les agriculteurs de l'Ouest? Par sa déclaration, il reconnaît que son gouvernement n'a pas réussi convenablement à expliquer la loi sur le système métrique aux agriculteurs de l'Ouest. C'est un échec et le ministre le sait.

Ce n'est pas par plaisir que je dis cela. Le Parlement devrait être capable de travailler et le gouvernement devrait toujours essayer de faire de son mieux. Mais lorsqu'il essuie un échec et que le ministre l'admet, il lui incombe donc de retirer la mesure législative et d'en présenter une nouvelle après avoir consulté les agriculteurs de l'Ouest. C'est une véritable parodie que de faire perdre le temps du Parlement alors que nous devrions essayer d'étudier des bills plus importants dont sont actuellement saisis les comités. Si jamais le leader du gouvernement à la Chambre se lève pour parler de la perte de temps, je lui parlerai de ce genre de planification qui lui permet de présenter rien d'autre que ce bill sur le système métrique.

J'ai personnellement l'impression que dans la conversion au système métrique, le problème fondamental est la façon dont le gouvernement l'a fait adopter au Canada. Je ne parle pas seulement des agriculteurs de l'Ouest, mais de la conversion au système métrique en général. On a signalé à certaines reprises que la bonne façon aurait été de présenter non pas une résolution, si commodes et appropriées que soient les résolutions dans certaines circonstances, prévoyant la création d'une commission du système métrique dotée de ce qui me semble des pouvoirs très étendus, mais plutôt de présenter un bill qui préciserait les mesures à prendre, mesures que consacrerait un texte de loi. De cette façon, chaque étape de l'introduction du système métrique au Canada aurait pu être étudiée. Mais le gouvernement a présenté un bill établissant arbitrairement une commission du système métrique qui, bien qu'elle soit en somme comptable au Parlement, ne comparait pas régulièrement devant lui. Que je sache, elle n'a jamais comparu devant aucun comité permanent de la Chambre ni fait directement rapport à la Chambre.

La raison pour laquelle nous nous retrouvons dans cette situation embarrassante aujourd'hui, c'est que nous avons ici un autre exemple d'un gouvernement qui essaie d'imposer d'en haut un programme de conversion au système métrique, si favorable que je sois à une telle conversion, par voie de règlement et non de mesure législative. Chacun de nous ici au Parlement a le devoir de s'assurer que dans la mesure du possible...

**M. Marchand:** Vous vous contredisez.

**M. Hnatyshyn:** Le ministre parle de contradictions. Je pourrais, bien sûr, parler des nombreuses contradictions du gouvernement concernant tout ce programme, mais je ne le ferai pas. On a fait introduire le système métrique par un

[M. Hnatyshyn.]

groupe de fonctionnaires qui ne sont apparemment pas comptables au Parlement, et c'est la raison pour laquelle nous faisons actuellement face à des difficultés, surtout dans le cas de l'agriculteur de l'Ouest.

Le fermier de l'Ouest constitue une espèce bien à part. J'irai même jusqu'à suggérer qu'il est le dernier petit homme d'affaires indépendant vraiment authentique de ce pays. Les agriculteurs de l'Ouest et l'ensemble des agriculteurs du Canada effectuent des investissements très importants. A la suite de l'inflation monétaire, de l'inflation de la valeur des terres et du coût de l'équipement et du matériel, afin de pouvoir se lancer dans une affaire même très modeste, un fermier de l'Ouest canadien doit dépenser au moins \$150,000. Ce genre d'immobilisations lui rapporte un revenu qui n'est guère élevé la plupart du temps. Il doit maintenant faire face à des dépenses et à des préoccupations supplémentaires dans son exploitation.

Le ministre d'en face est originaire de l'Ouest et doit pouvoir comprendre comment le petit fermier réagit à la métrisation. L'agriculteur n'a pas la vie facile; il travaille dur pour l'argent qu'il gagne. Le ministre a parlé de consulter les fermiers, et je me réjouis de le lui entendre dire, car je suis convaincu que c'est absolument nécessaire. C'est pourquoi je m'étonne que nous discutons de ce bill ce soir et accaparions le temps de cette Chambre. Je m'étonne que le ministre ne soit pas resté à sa place après que mon collègue de Qu'Appelle-Moose Mountain a proposé une modification qui donnait au ministre une occasion idéale de consulter les agriculteurs de l'Ouest par le biais d'un comité permanent et de déclarer qu'il en acceptait l'idée. Au contraire, il est resté silencieux à sa place et ne nous a rien laissé savoir du genre de consultations auxquelles il pensait.

Nous sommes tous des gens raisonnables à la Chambre, monsieur l'Orateur, du moins en principe. Mais ce que le ministre nous demande de faire en termes politiques est d'accepter sa parole concernant le genre de consultations qui auront lieu. Je ne pense pas que le ministre devrait nous traiter de cette façon; ce n'est certainement pas la façon dont je le traiterais. Je voudrais bien savoir ce que le ministre a l'intention de faire en ce qui concerne les consultations avec les fermiers de l'Ouest. A titre de représentant d'une circonscription de l'Ouest, je veux entendre, évaluer et juger cette proposition. Je n'ai pas l'intention de rester assis ici comme une marionnette et de lui donner carte blanche pour consulter les agriculteurs de l'Ouest. Nous avons pu voir en quoi ce genre de consultations a consisté jusqu'à présent et c'est guère impressionnant. Par conséquent, je demande au ministre s'il entend sérieusement consulter les cultivateurs de l'Ouest. Pourquoi ne prend-il pas la parole devant le Parlement qui, à mon avis, est l'endroit idéal pour nous dire ce qu'il a l'intention de faire? Quel genre de modifications serait-il prêt à envisager? Quel genre de mise en application a-t-il envisagé? Quel genre de calendrier serait-il prêt à accepter pour l'application du système métrique?

Le gouvernement s'est mis dans une situation bien particulière. En prenant cette décision, il s'est aliéné sérieusement les associations d'agriculteurs de l'Ouest canadien. Sans exception, les agriculteurs, les associations qu'ils représentent et les organisations agricoles, dans tout l'Ouest du Canada, ont condamné le ministre et le gouvernement de ne pas avoir su annoncer clairement leurs intentions au sujet de cette mesure.